

Projet de budget 2022 (PB22)

Une fois de plus un budget d'austérité pour le personnel de l'Etat...

Le Conseil d'Etat ne renonce pas à attaquer les droits et moyens du personnel des services publics. Sur quatre ans, le personnel se verra ainsi ponctionné de près de 180 millions de CHF par des mesures structurelles. C'est plus de 3% de la masse salariale.

Des attaques inacceptables

Le Cartel s'oppose en particulier à la décision unilatérale prise par le Conseil d'Etat, majoritairement de gauche, de persister à s'attaquer aux salaires de la fonction publique par les mesures suivantes :

- La répartition de la cotisation aux caisses de prévoyance, augmentée de plus de 27% pour les personnes nouvellement engagées, crée deux statuts du personnel, divise la fonction publique, réduit l'attractivité de l'employeur-Etat et fera baisser à long terme la capitalisation de la CPEG. Le Cartel n'accepte pas cette baisse de revenu qui touchera particulièrement les jeunes (avec le gel des annuités c'est une double peine pour les plus jeunes).
- Le gel de l'indexation durant quatre ans, soit le déni des mécanismes d'indexation salariale, est tout aussi problématique. L'inflation sera de près de 1% cette année et risque de s'accroître selon différentes prévisions économiques.
- Le Cartel continue de dénoncer la suppression des annuités 2023 et 2025 confirmée dans le nouveau PFQ 2022-2025.

L'ensemble de ces mesures s'attaque aux salaires du personnel de la fonction publique et va à l'encontre de ce que le personnel et le Cartel attendent d'un employeur responsable qui soutient l'investissement et le respect des cadres légaux de son personnel qui, de plus, travaille depuis près de deux ans dans des conditions particulièrement difficiles.

L'annonce de 315 nouveaux postes pour 2022 est à relativiser. Ces postes sont indispensables. Ils stabilisent du personnel en grande partie déjà engagé et répond aux besoins de la population (augmentation démographique, vieillissement et pandémies). Ils sont encore insuffisants aux regards des besoins.

Par ailleurs, l'initiative, lancée par le PLR et le PDC et visant à bloquer les engagements au sein de la fonction publique, est une véritable claque pour le personnel. Le Cartel est bien résolu à la faire échouer et appelle d'ores et déjà à la mobilisation

Contacts (bureau Cartel) :

Olivier Baud, président
Chadlia Balhi Keller
Vincent Bircher, membre
Françoise Weber, membre